

# L'arrêt prématuré de Fessenheim ou ... la politique de gribouille !

(Version finale du 25/11/2019)

RTE (Réseau de transport d'électricité) organisme chargé de l'équilibre production-consommation du pays par délégation de l'État, vient de publier les prévisions d'approvisionnement pour les années qui viennent.

On y apprend que cet approvisionnement devrait être normalement assuré pour l'hiver prochain, sauf vague de grands froids ... Mais que les choses se gâtent pour la suite : l'hiver 2022-2023 présente une situation « *de forte vigilance* », euphémisme qui dans le langage codé de RTE, signifie risques élevés de coupures d'électricité. Pourquoi ? Deux raisons : la fermeture définitive de la centrale de Fessenheim au premier semestre 2020 (après l'hiver) qui efface 1 800 MW. Et, d'ici 2022, celle des cinq centrales à charbon restantes pour 3 000 MW, conformément à la loi énergie-climat récemment adoptée, dans le but prioritaire légitime de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> du pays.

Éliminons d'emblée l'argument du retard du démarrage de la centrale de Flamanville : gouverner, c'est prévoir et l'hypothèse d'un retard, toujours possible pour une installation tête de série, devait être anticipée. Elle ne l'a pas été.

Résultat : l'arrêt anticipé de Fessenheim, qui ne répond à aucune raison rationnelle mais à un indigne marchandage de « votes », va d'une part mettre en danger la sécurité d'alimentation du pays comme l'annonce RTE, d'autre part probablement obliger à différer l'arrêt d'une ou plusieurs centrales au charbon.

Avec un double impact climatique : celui de la prolongation probable de centrales au charbon et en attendant leur arrêt définitif, celui du remplacement des 1 800 MW manquants de Fessenheim. Par quoi ? Massivement par lesdites centrales à charbon, qui vont devoir fonctionner beaucoup plus, notamment durant les périodes critiques hivernales 2020-2021 et 2021-2022. Car il ne faut pas trop compter sur les importations comme le reconnaît RTE : « *l'ensemble des pays européens se sont engagés de manière concomitante dans des programmes de fermeture de capacités de production pilotables* », réduisant ainsi les marges de sécurité pour la France liées aux importations d'électricité. Cela a le mérite d'être clair.

Il est donc grand temps dans ce pays d'arrêter de croire que la réalité est une option ! Elle s'impose et s'imposera de plus en plus durement au fur et à mesure que l'on s'en remettra majoritairement aux caprices du vent et du soleil pour produire notre électricité, d'autant plus que toute l'Europe s'apprête à faire la même chose.

Dans ce contexte, il est donc scandaleux que certains organismes publics financés par le contribuable laissent croire que « *100 % d'électricité renouvelable, c'est possible !* ». Ils se gardent bien de préciser qu'une telle utopie implique trois conditions : une baisse majeure de la consommation d'électricité, des importations massives d'électricité pouvant représenter jusqu'au tiers de nos besoins (que nous fourniront bien sûr nos gentils voisins européens dès que nous en aurons besoin ... Alors qu'ils subiront les mêmes pénuries que nous !) et *last but not least*, les consommateurs seront priés de consommer l'électricité quand il y aura suffisamment de vent et/ou de soleil ! Ils apprécieront certainement...

En attendant, l'arrêt prématuré de Fessenheim va dégrader les émissions de CO<sub>2</sub> du secteur électrique français, ce dont le pays n'a certainement pas besoin, ayant déjà fort à faire dans les secteurs de la mobilité et de l'habitat qui voient leurs émissions augmenter. Beau résultat...